

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

RENFORCEMENT DE L'ÉVALUATION DES BESOINS D'URGENCE: DEUXIÈME RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LE PLAN D'EXÉCUTION

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/4-B/Rev.1
11 octobre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Chef, ODAN: M. W. Herbinger tél.: 066513-3123

Conseillère pour les programmes,
ODAN: Mme A. Hoskins tél.: 066513-2494

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RESUME

En 2004, le PAM a entrepris une série d'investissements stratégiques afin de renforcer les évaluations des besoins d'urgence et la qualité des informations antérieures à la crise s'y rapportant, comme indiqué dans le document de politique générale (WFP/EB.1/2004/4-A) et dans le plan d'exécution (WFP/EB.3/2004/4-E) qui soulignait la nécessité d'améliorer les pratiques dans quatre domaines thématiques: i) la responsabilisation et la transparence; ii) les méthodes et les instructions; iii) les informations sur la situation avant la crise; et iv) les capacités d'évaluation. Les progrès accomplis au bout de la première année, ainsi que les plans pour 2006 et 2007 ont été soumis à l'attention du Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2005.

Le présent document passe en revue les résultats obtenus pendant la deuxième année et expose les priorités, les difficultés et les questions relatives au financement jusqu'au terme du plan d'exécution, prévu pour la fin de l'année 2007.

Le PAM a accompli en deux ans, depuis le lancement du plan d'exécution, des progrès considérables dans l'amélioration de la qualité, de la crédibilité et de la transparence de ses évaluations. Au cours de l'année écoulée, il a réussi à accroître sa capacité d'envoyer sur le terrain en temps utile des missions d'évaluation composées d'experts et de recueillir des informations essentielles sur la situation avant la crise, obtenant ainsi les résultats suivants:

- L'amélioration des outils d'évaluation et le développement des partenariats avec les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organismes donateurs qui ont permis de procéder à une analyse plus générale des modalités d'interventions alimentaires et non alimentaires, d'améliorer le ciblage et de favoriser la complémentarité avec les mesures prises dans d'autres secteurs comme la santé et la nutrition;
- Le perfectionnement de l'analyse de marché qui a permis au PAM d'évaluer l'impact des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages, de réduire les risques d'effets adverses potentiels sur le marché, et de déterminer le rôle des interventions alimentaires et non alimentaires, y compris des programmes prévoyant une aide en espèces;
- Des progrès dans la conduite des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité avant la crise, même si quelques difficultés techniques subsistent; le PAM a réorienté ses travaux concernant ces analyses de référence, conformément aux recommandations issues d'un examen indépendant; et
- L'introduction de mesures supplémentaires pour évaluer l'amélioration de la qualité des rapports d'évaluation des besoins d'urgence et pour observer les liens entre les évaluations et la programmation.

Au nombre des autres priorités figurent la normalisation des outils et méthodes de collecte des données avant la crise, le perfectionnement et l'expérimentation sur le terrain des outils d'analyse de marché, les nouveaux essais et la validation des indicateurs de sécurité alimentaire et l'établissement de statistiques démographiques plus fiables. Les informations

obtenues et les méthodes retenues seront prises en compte dans la version remaniée des instructions en matière d'évaluation des besoins d'urgence.

Le PAM s'emploie à ce que les normes d'évaluation améliorées soit appliquées de manière cohérente, en intégrant les compétences de base, processus et budgets à ses activités, en renforçant le potentiel des gouvernements et en veillant à ce que les interventions reposent strictement sur une évaluation des besoins prioritaires. Il sera indispensable pour cette dernière tâche de nouer des partenariats stratégiques afin d'élaborer des méthodes d'évaluation multisectorielle et un système normalisé de classification de la sécurité alimentaire.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Renforcement des évaluations des besoins d'urgence: Deuxième rapport intérimaire sur le plan d'exécution" (WFP/EB.2/2006/4-B/Rev.1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.

CONTEXTE ET OBJECTIF

1. Les récents débats sur les bonnes pratiques d'action humanitaire, la Convention relative à l'aide alimentaire et le ciblage de l'aide humanitaire ont mis en lumière l'importance primordiale des évaluations des besoins d'urgence en tant que base des interventions humanitaires. En réponse aux préoccupations exprimées concernant la crédibilité des évaluations, le PAM a engagé des investissements afin de renforcer les évaluations des besoins d'urgence et la qualité des informations sur la situation antérieure à la crise s'y rattachant, comme indiqué dans le document de politique générale approuvé par le Conseil à sa première session ordinaire de 2004 et dans le plan d'exécution approuvé à sa troisième session ordinaire de 2004, qui soulignait la nécessité d'améliorer les pratiques adoptées pour évaluer les besoins d'urgence dans quatre domaines thématiques: i) la responsabilisation et la transparence; ii) les méthodes et les instructions; iii) les informations antérieures à la crise; et iv) les capacités d'évaluation. Les objectifs consistent à rehausser la crédibilité, la rigueur, les partenariats et les compétences indispensables pour évaluer les besoins d'urgence, et à intégrer une analyse plus générale de la sécurité alimentaire et des besoins nutritionnels, y compris des formules autres que l'aide alimentaire.
2. Le plan d'exécution est pris en compte dans d'autres activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention d'urgence de la Division de l'évaluation des besoins, de l'analyse de la vulnérabilité et de la préparation aux situations d'urgence (ODA) afin de veiller à ce que le PAM dispose de connaissances à jour pour la programmation de l'aide alimentaire. Ces initiatives sont menées par la Sous-Division de l'évaluation des besoins d'urgence (ODAN) en collaboration avec la Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ODAV) et coordonnées avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays, les organismes partenaires, les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG). Elles sont mises en œuvre par 11 fonctionnaires régionaux chargés de l'évaluation, qui réalisent les évaluations des besoins d'urgence et le personnel chargé de l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) qui recueille les données de référence sur la situation avant la crise. Une réunion d'examen a été organisée par ODA en juillet 2006 afin d'assurer l'efficacité de la coordination et de la planification de l'évaluation, de l'analyse et des activités de préparation aux situations d'urgence/alerte précoce.
3. Ce travail est principalement mené dans le cadre du projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence lancé en 2005. Le PAM prend régulièrement l'avis des principaux partenaires de l'évaluation des besoins d'urgence grâce à deux structures mises en place dans le cadre du projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence: un comité directeur formé de représentants des donateurs, chargé de la supervision générale du projet, et un groupe consultatif d'experts techniques se réunissant deux fois par an pour examiner les résultats des recherches et proposer des priorités pour la suite des travaux.
4. Les progrès accomplis pendant la première année et les plans pour 2006 et 2007 ont été portés à l'attention du Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2005. Conformément à la demande du Conseil, le présent document fait le point des progrès réalisés à mi-parcours de ce plan triennal et expose les priorités, les difficultés et les questions de financement pour la période restante.

5. Le plan d'exécution est financé par des sources internes et externes; le Ministère britannique du développement international (DFID), le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et le Gouvernement allemand ont déjà fourni un appui financier considérable. Les efforts déployés récemment pour élargir la base de donateurs ont abouti: l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Gouvernement danois ont rejoint le groupe des bailleurs de fonds. La décision du PAM de consentir une avance en attendant de recevoir les contributions des donateurs début 2006 a été déterminante pour soutenir l'élan acquis; cet appui est venu compléter les fonds alloués au titre du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) prévus dans le budget de l'exercice biennal 2006–2007 pour l'évaluation et les activités menées en amont de la crise.

PROGRES ACCOMPLIS DANS CHAQUE DOMAINE THEMATIQUE

6. Des progrès importants ont été réalisés pendant la première année du plan d'exécution:
 - i) amélioration de la transparence grâce à la diffusion sur le site web du PAM des rapports sur les évaluations des besoins d'urgence, ii) perfectionnement considérable des méthodes d'évaluation suite à la publication du manuel sur l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, iii) amélioration de la qualité des informations antérieures à la crise, issues de données de référence dans les pays prioritaires, et iv) accroissement des capacités d'évaluation sur le terrain grâce au déploiement de 11 spécialistes de l'évaluation et au lancement d'une stratégie de formation. Durant la deuxième année, le PAM a enregistré des progrès supplémentaires dans les quatre domaines thématiques présentés ci-après.

Responsabilisation et transparence

7. L'accroissement de la responsabilisation et de la transparence est une condition préalable pour mesurer l'exactitude et l'objectivité des évaluations des besoins d'urgence et pour garantir que les opérations d'urgence et les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) sont conçues en fonction des besoins.
8. Aux termes d'une directive du Département des opérations (OD) visant à promouvoir la responsabilisation, les directeurs régionaux et les directeurs de pays sont chargés de veiller à ce que les opérations soient conçues sur la base d'une évaluation des besoins d'urgence ou sur des rapports ACV appropriés. Le contrôle de la qualité des rapports est assuré par un système de suivi et par le Comité d'examen des programmes. Les rapports d'évaluation sont diffusés grâce au système de suivi avant les réunions du Comité d'examen des programmes, ce qui permet au Comité de contrôler que les opérations reposent sur des rapports conformes et de comparer les recommandations découlant de l'évaluation avec le projet de programme proposé. Il a surtout été question de veiller à ce que les IPSR soient étayées par une analyse approfondie et crédible des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et par des interventions appropriées pour y remédier.
9. D'autres mesures en faveur de la responsabilisation ont été introduites en 2006 afin d'évaluer les améliorations apportées aux évaluations préalables et de contrôler les liens entre ces évaluations et la programmation:
 - Élaboration en mai 2006 d'une liste de contrôle pour le suivi de la qualité des rapports d'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence afin de déterminer si la version finale de ces rapports est d'assez bonne qualité et faciliter le rapprochement avec les rapports établis avant 2006;



- Publication d'une directive d'OD en octobre 2005 afin d'améliorer la qualité et la cohérence des méthodes et produits ACV, y compris des rapports sur l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité; et
 - Des dispositions pour que les membres du groupe consultatif puissent examiner certains rapports de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité afin de juger de leur validité et de proposer des améliorations.
10. Outre la diffusion de ces évaluations, des mesures ont été prises pour favoriser la transparence et faire en sorte que les responsables humanitaires reçoivent les conclusions des évaluations. Au nombre des nouveaux produits figurent des notes d'information sur les principales constatations des évaluations des besoins d'urgence, des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et des rapports techniques, une lettre électronique mensuelle sur les évaluations récentes ou programmées et les activités menées en amont de la crise, sur les sessions de formation et sur les nouveaux instruments. À titre de complément, des améliorations ont été apportées au site web, dont une nouvelle fonction de recherche permettant d'avoir accès facilement aux instructions, aux instruments et à l'information.
11. Grâce à ces mesures, les responsables du PAM sont chargés d'assurer que les programmes reposent sur des évaluations correctes, que la qualité des évaluations et leurs liens avec la programmation sont contrôlés, et que les besoins sont évalués de manière transparente.

Affinement des méthodes et des instructions

12. Les consultations menées en 2004 et 2005 avec les partenaires et les experts de l'évaluation ont fait ressortir l'importance d'affiner les méthodes et les instructions suivies pour évaluer les besoins d'urgence afin d'obtenir des évaluations de haute qualité, en intégrant, par exemple, des informations sur le rôle des marchés et les interventions non alimentaires.
13. Depuis la première publication du manuel sur les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence en juillet 2005, les évaluations se sont uniformisées et sont devenues plus complètes. L'adaptation au contexte de chaque pays de ce manuel et de ses modalités d'utilisation font actuellement l'objet d'un suivi; les résultats de recherches engagées dans le cadre du projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence ont été appliqués dans les évaluations récentes. Les méthodes perfectionnées que ce projet a permis de dégager seront prises en compte dans la version révisée du manuel d'ici fin 2007.
14. Les experts confirment l'importance du rôle de l'analyse des marchés pour accroître la capacité du PAM i) d'évaluer l'impact des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages, ii) de déterminer quand l'aide alimentaire constitue la forme d'assistance appropriée, iii) d'évaluer les formules prévoyant une aide en espèces et iv) de réduire les effets adverses potentiels sur le marché; le Conseil a reconnu l'importance de cette analyse à sa session annuelle de 2006¹. Une initiative novatrice est prévue et consistera à réaliser 11 profils de marché au niveau national, des analyses de marché dans le cadre de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence pour appuyer la programmation des opérations d'urgence et des IPSR, un modèle pour simuler la réaction

¹ PAM. 2006. *Cairo Markets Workshop Report*. Rome; and "Rôle et application de l'analyse économique du PAM" (WFP/EB.A/2006/5-C).

des marchés aux chocs, enfin le suivi et l'analyse du commerce transfrontalier. L'analyse plus poussée du rôle des marchés et du commerce constituera un élément majeur de la version remaniée des directives relatives aux missions d'évaluation de la production et de la disponibilité alimentaires (EPDA) de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et du PAM, qui sera achevée d'ici fin 2006.

Encadré 1. Compréhension des liens entre sécurité alimentaire et nutrition

Des méthodes destinées à intégrer des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour améliorer l'analyse des interventions du PAM ont été mises à l'essai dans les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité récentes. L'évaluation au Darfour de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situation d'urgence a recommandé de renforcer, dans un État, les soins de santé primaires et les interventions dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour lutter contre la malnutrition. D'autres actions et un atelier interinstitutions bénéficiant d'un appui spécial de l'ACDI sont prévus pour améliorer l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

15. Les évaluations des besoins sont devenues plus solides d'un point de vue technique suite à l'adoption de méthodes et d'outils améliorés de formation et d'évaluation, et à l'intégration de l'analyse des marchés et de la nutrition.

Informations antérieures à la crise

16. Dans les pays exposés aux crises, il est essentiel de disposer d'informations de référence sur l'étendue et les causes de l'insécurité alimentaire pour la planification prévisionnelle, l'alerte précoce, l'évaluation et le ciblage; ces informations servent également à déterminer les variables, les régions, les populations et les menaces à prendre en compte dans les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire.
17. Au mois de septembre 2006, 12 évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité avaient été menées à bien et cinq sont en cours pour déterminer le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire ou vulnérables et les variables essentielles à surveiller². Cela permet au PAM de mieux se préparer à faire face aux situations d'urgence et d'axer les évaluations des besoins d'urgence sur les régions ayant le niveau d'insécurité alimentaire le plus élevé avant la crise. Un examen indépendant des instructions et pratiques suivies par le PAM dans le cadre des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a fait ressortir que le Programme est chef de file dans ce domaine, mais que certaines insuffisances persistent³. Les travaux concernant les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont été réorientés conformément aux recommandations issues de l'examen, de façon i) à élaborer un cadre analytique, ii) à normaliser et améliorer les instructions d'ici décembre 2006 et iii) à mettre à l'essai et contrôler sur le terrain les indicateurs de la diversité alimentaire et d'autres indicateurs.

² Évaluations achevées: Angola, les Comores, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Népal, Niger, Rwanda, Tanzanie, Timor-Leste et Ouganda; en cours: République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Territoire palestinien occupé, Sud-Soudan et Zambie.

³ Development Information Services International. 2006. *Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA): An External Review of WFP Guidance and Practice*. Rome, PAM.



18. En collaboration avec la FAO, le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS-NET), des organismes régionaux comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et les autorités nationales, le PAM a mis en place des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire dans quatre pays exposés aux crises; des systèmes sont en cours d'organisation dans neuf autres pays⁴. Dans d'autres pays où des systèmes existent déjà, l'expérience acquise sera utilisée pour normaliser les méthodes; dans les pays dépourvus de système mais où un spécialiste de l'ACV est en poste, le bureau de pays établira régulièrement des rapports sur la sécurité alimentaire en faisant la synthèse des données disponibles. Les enseignements tirés de l'exemple du Niger seront utiles; il faudra ainsi étendre les zones couvertes par l'intervention à des zones bénéficiant normalement de la sécurité alimentaire et contrôler les échanges transfrontaliers dans de nombreux pays. Cependant, le plus difficile sera de trouver des financements durables pour que les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire continuent de fonctionner à long terme.
19. Ces activités menées en amont des crises ont permis d'améliorer le système d'alerte rapide et la préparation requise pour surmonter les crises et, de fournir des informations détaillées sur les indicateurs et les caractéristiques des bénéficiaires à vérifier pendant les crises, et elles ont contribué à définir des modalités d'aide alimentaire pour un redressement et une programmation de protection à plus long terme.

Renforcement des capacités

20. Le plan d'exécution a souligné l'importance de développer les compétences du PAM et celles de ses partenaires en matière d'évaluation des besoins d'urgence, en envoyant des fonctionnaires spécialisés dans les bureaux régionaux, en constituant un groupe d'évaluateurs de haut niveau et en associant les partenaires à la formation à l'évaluation des besoins d'urgence.
21. Les mesures prises jusqu'ici ont permis au PAM de consolider les atouts qui lui sont propres dans les domaines de la collecte et de l'analyse des données sur la sécurité alimentaire des ménages. Les fonctionnaires régionaux chargés de l'évaluation ont mené ou appuyé des évaluations des besoins d'urgence de grande qualité, en s'appuyant sur des données de référence recueillies avant la crise, et ont assumé plus de responsabilités concernant la formation. L'engagement a été pris d'accroître le personnel ACV dans les pays en 2006–2007 pour favoriser le rassemblement d'informations de référence avant la crise, ainsi que le suivi de la sécurité alimentaire et la participation aux stratégies de réduction de la pauvreté.
22. D'autres activités visant à renforcer les capacités ont été menées à bien ou sont programmées dans le cadre de la stratégie de formation à l'évaluation des besoins d'urgence; nombre de ces activités sont financées par le Gouvernement allemand ou par ECHO:
- 400 membres du personnel du PAM, d'ONG locales, d'institutions des Nations Unies et de ministères ont été formés à l'application des méthodes contenues dans le manuel sur les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et les directives relatives aux missions d'évaluation conjointes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du PAM; à l'issue de la formation régionale, une formation adaptée à chaque pays a été entreprise;

⁴ Systèmes mis en place: Afghanistan, Burundi, Côte d'Ivoire et Haïti. Systèmes en cours d'organisation: Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Soudan-Darfour et Ouganda.

- Le premier atelier sur les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence destiné aux partenaires coopérants et aux partenaires de réserve du PAM a été organisé en juin 2006 et cofinancé par l'Organisme suédois de services de sauvetage; il est prévu d'organiser trois autres stages dans le courant de l'année prochaine, qui devraient être financés selon le principe du partage des coûts; et
 - Un programme interactif d'enseignement à distance est actuellement mis au point avec le concours de la FAO pour permettre au personnel de développer ses compétences à son propre rythme.
23. De nouveaux éléments ont été introduits pour compléter ces activités: une formation pratique sur l'assurance qualité, une "communauté d'échanges" en ligne pour partager les informations sur les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience, et une base de données d'évaluateurs afin de faciliter la sélection des membres des équipes d'évaluation.
24. Ces mesures de renforcement des capacités, qui continueront de bénéficier d'une priorité élevée, ont été utiles pour sélectionner du personnel qualifié pour les évaluations et assurer l'application à grande échelle des méthodes et outils perfectionnés.

SUIVI DES PROGRES REALISES ET INDICATEURS

25. Les membres du groupe consultatif ont reconnu que le PAM avait accompli des progrès notables en matière d'amélioration de l'évaluation de la sécurité alimentaire, d'analyse et de suivi⁵. Les objectifs des indicateurs définis pour suivre les résultats obtenus dans le cadre du plan d'exécution ont été dépassés en 2005: i) 78 pour cent des opérations d'urgence et des IPSR récemment approuvées reposaient sur une évaluation des besoins d'urgence ou des documents ACV, alors que l'objectif était fixé à 67 pour cent (l'objectif fixé pour 2006 est de 100 pour cent), et ii) 90 pour cent des évaluations des besoins d'urgence ont été réalisées avec les Nations Unies, des ONG ou les autres partenaires. Le PAM entend réaliser chaque année au minimum 75 pour cent de ses évaluations avec des partenaires⁶.
26. Plusieurs indicateurs de performance et objectifs supplémentaires ont été établis pour améliorer le suivi et faciliter l'évaluation finale du plan d'exécution qui est programmée en 2007. Par exemple, le pourcentage des évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence qui remplissent les critères des listes de contrôle pour le suivi de la qualité et celui des évaluations des besoins d'urgence qui ont été menées avec l'appui d'agents ayant suivi le programme de formation de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence seront vérifiés en 2006–2007.

⁵ PAM. 2005. *Second SENAC Advisory Group Meeting Report*. Castel Gandolfo, Italie. Ce groupe consultatif est le seul espace de discussion mondial à réunir régulièrement les professionnels et les universitaires travaillant sur des questions relatives à la sécurité alimentaire.

⁶ Cet indicateur a été supprimé du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2006–2007 mais continuera d'être observé dans le cadre du plan d'exécution des évaluations des besoins d'urgence. Les gouvernements ne sont pas comptés dans ce cas car ils sont consultés ou associés à toutes les évaluations.

PARTENARIATS

27. Il est important de nouer des partenariats afin de partager les compétences techniques, les informations et les instruments car ils favorisent le consensus, permettent de diffuser les résultats des recherches sur l'évaluation et contribuent à l'établissement de normes communes pour les pratiques adoptées en matière d'évaluation des besoins d'urgence.
- Le PAM a encouragé la collecte et l'analyse des données sur la nutrition de concert avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre de récentes évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et d'évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, mais le calendrier ou les problèmes logistiques font parfois obstacle à cette collaboration. Le sous-groupe de travail sur l'évaluation du groupe pour la nutrition du Comité permanent interorganisations élabore actuellement des outils d'évaluation multisectorielle rapide utilisables pendant la phase initiale d'une crise.
 - Après avoir collaboré sur les composantes de sécurité alimentaire du Processus d'appels communs/Cadre d'analyse des besoins, lancé à titre pilote dans cinq pays en 2005, le PAM et la FAO ont adressé une déclaration commune sur les enseignements tirés et soumis un schéma révisé du cadre d'analyse des besoins au Comité permanent interorganisations. La collaboration au niveau national se poursuit dans quatre pays.
 - Le PAM a pris les devants en introduisant la sécurité alimentaire dans l'évaluation conjointe des besoins en Somalie⁷ dirigée par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et la Banque Mondiale. En tant que responsable du sous-groupe pour la nutrition et la sécurité alimentaire, le PAM a entrepris une évaluation et collaboré avec l'UNICEF et la FAO pour préparer une contribution conjointe au programme de reconstruction et de développement en Somalie en vue d'activités de redressement et de consolidation de la paix. Le PAM participe à un examen des évaluations conjointes des besoins pour apprécier leur efficacité et définir des améliorations à apporter.
 - Le PAM et FEWS-NET sont convenus de mettre en commun leurs ressources et leurs informations, de collaborer pour l'élaboration des plans de travail et d'améliorer l'analyse et le suivi des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire et des marchés.

PRIORITES ET ENJEUX

28. L'amélioration de la capacité d'évaluation du PAM impose des efforts assidus au plan technique et institutionnel. Jusqu'à la fin de l'année 2007, l'on s'attachera essentiellement à: i) terminer les essais sur le terrain et traiter les questions techniques pour les prendre en compte dans la version remaniée des instructions pour les évaluations des besoins d'urgence et les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, ii) intégrer les postes, compétences et processus indispensables dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008–2009 afin de garantir l'application uniforme des pratiques améliorées en matière d'évaluation des besoins d'urgence, iii) renforcer les capacités des gouvernements en matière d'évaluation des besoins d'urgence, mener des activités en amont de la crise et veiller à la préparation aux situations d'urgence/alerte

⁷ Également désignée comme évaluation des besoins au sortir d'un conflit.

précoce, enfin; iv) mettre en place des partenariats stratégiques pour garantir que les interventions se fondent strictement sur une évaluation des besoins prioritaires.

29. Le financement de la plupart des activités est assuré jusqu'à la fin de l'année 2006. Le "fonds de réserve destiné à l'amélioration de la qualité" n'est cependant toujours pas approvisionné (voir annexe); ce fonds devrait être utilisé pour i) financer les services d'une équipe indépendante d'évaluation composée d'experts, au cas où une évaluation menée par un bureau de pays serait contestée, ii) adjoindre aux équipes d'évaluation des besoins d'urgence, par exemple des techniciens spécialistes de l'analyse des marchés, de la nutrition ou de l'analyse des données pour une brève durée, lorsque des experts régionaux ne sont pas disponibles, et iii) effectuer de temps en temps des contrôles des pratiques d'évaluation habituelles.

Autres priorités pour les instructions en matière d'évaluation des besoins d'urgence

30. Quatre priorités ont été définies pour le reste de la période de planification.
- Les outils d'analyse des marchés seront utilisés plus couramment dans les évaluations des besoins d'urgence et les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et perfectionnés en collaboration avec la FAO, FEWS-NET, la Banque Mondiale et les institutions nationales.
 - Des méthodes d'évaluation de la sécurité alimentaire améliorées seront élaborées en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); des méthodes améliorées pour le Cadre intégré de classification intégrée par phase seront mises au point avec la FAO. Selon les premiers résultats des travaux réalisés par l'IFPRI, la diversité du régime alimentaire est un indicateur valable de la sécurité alimentaire des ménages après un choc, qui fait apparaître, avant les taux de malnutrition, les atteintes à la sécurité alimentaire des ménages. D'autres recherches et essais sur le terrain permettront de déterminer si cette méthode peut être utilisée pour mesurer le manque d'accès aux aliments au niveau des ménages et comparer les niveaux d'insécurité alimentaire d'un pays à un autre. Les travaux accomplis seront examinés lors d'une réunion technique et pris en compte dans la version révisée des instructions pour mesurer la sécurité alimentaire (voir encadré 2).
 - Les données de recensement qui permettraient au PAM de déterminer le nombre de personnes ayant besoin d'une aide font défaut dans de nombreux pays, or la collecte de ces données dépasse le champ de l'évaluation des besoins d'urgence. Des techniques permettant d'établir des estimations démographiques relativement exactes, avec utilisation des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, sont actuellement étudiées en collaboration avec les *United States Centers for Disease Control and Prevention*.
 - L'Institut britannique de développement outre-mer analyse actuellement les liens entre les estimations et les décisions prises en matière de programmation dans le cadre de quatre études de cas sur la qualité des évaluations des besoins d'urgence à l'intention des responsables de l'aide alimentaire; il étudie également la mesure dans laquelle les recommandations découlant des évaluations d'urgence sont prises en compte dans la conception des programmes et les décisions en matière de financement.
31. Les membres du groupe consultatif ont confirmé qu'ils sont disposés à contribuer aux travaux menés par le PAM pour affiner le ciblage dans les situations d'urgence en donnant des conseils sur les méthodes applicables pour mesurer les erreurs d'inclusion et d'exclusion et évaluer les coûts et les avantages du ciblage amélioré. Un financement

spécial de donateurs devrait permettre de mener à bien ces travaux, qui devraient également être utiles à l'ensemble des organismes humanitaires.

Intégration des normes améliorées

32. Les plans d'intégration des postes du personnel chargé de l'évaluation des besoins d'urgence et des budgets y afférents dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009 sont à l'étude. L'objectif consiste à disposer d'effectifs suffisants pour réaliser les évaluations des besoins d'urgence et les activités en amont de la crise, et à assurer l'application uniforme des normes améliorées. Les recommandations sur les liens entre les évaluations et la programmation seront prises en compte.
33. Il est indispensable, pour maintenir les compétences d'évaluation améliorées et la qualité des évaluations des besoins d'urgence, de trouver des moyens financiers indépendants de tout projet. Trois formules sont examinées: i) utiliser la composante "Activités spécifiques de préparation aux situations d'urgence" du Compte d'intervention immédiate (CII); ii) introduire des postes spéciaux dans les budgets pour couvrir les coûts des évaluations des opérations d'urgence et des IPSR; et iii) créer un fonds de réserve pour les évaluations indépendantes, le renforcement des compétences techniques et les contrôles occasionnels. La nécessité d'élaborer une directive pour clarifier ces questions de financement est actuellement étudiée.

Renforcement des capacités nationales

34. Grâce au soutien financier du Gouvernement danois, le PAM a commencé à combler une lacune importante du plan d'exécution. Sur la base de deux projets pilotes, il mettra au point une stratégie de renforcement des capacités nationales d'évaluation de la sécurité alimentaire et d'analyse de la situation avant la crise dans des pays prioritaires. Ce travail, qui cadre bien avec la politique de renforcement des capacités nationales et régionales, comportera des évaluations des besoins des pays, des capacités existantes, des activités de renforcement des capacités appuyées par d'autres organismes, et des domaines et activités où le PAM possède un avantage spécifique. La poursuite du financement permettrait de mettre cette stratégie en œuvre en 2007 et de couvrir un plus grand nombre de pays prioritaires. D'ici là, le PAM aura terminé d'affiner et de normaliser les méthodes et instructions pour l'évaluation et les activités menées en amont de la crise, et sera en mesure d'entreprendre le renforcement des capacités nationales d'évaluation des besoins d'urgence.

Programmation en fonction des besoins

35. Il est absolument nécessaire d'établir des priorités dans les secteurs et contextes humanitaires et entre ces secteurs et contextes car les moyens financiers que reçoit l'action humanitaire sont limités. Les informations sectorielles ne sont pas suffisamment comparables et intégrées pour permettre de bien mener les évaluations interorganisations. Afin d'appliquer le principe de programmation de l'aide humanitaire en fonction des besoins, des partenariats stratégiques continueront d'être recherchés avec les gouvernements, la FAO, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNICEF, les ONG etc. pour favoriser la normalisation des évaluations multisectorielles et des processus de décision s'y rattachant. Il serait également souhaitable que les décisions concernant le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires puissent s'appuyer sur des évaluations davantage comparables et hiérarchisées.

Encadré 2. Classification des contextes de sécurité alimentaire " selon les besoins"

L'un des enjeux majeurs consiste à mettre en place un système normalisé de classification de la sécurité alimentaire regroupant les données intersectorielles et facilitant la comparaison des besoins humanitaires entre les pays. Le PAM et la FAO travaillent en collaboration sur ce projet, avec l'appui de la classification intégrée par phase et des directives connexes élaborées par l'Unité d'évaluation de la sécurité alimentaire de la FAO en Somalie. La classification intégrée par phase est actuellement utilisée conjointement à titre pilote par le PAM et la FAO dans plusieurs pays en liaison avec le Processus d'appels communs/Cadre d'analyse des besoins. Le PAM envisage d'élargir cette expérience pilote à sept autres pays avant d'entreprendre, en collaboration avec la FAO, la révision des directives relatives à la classification intégrée par phase.

PROCHAIN RAPPORT AU CONSEIL

36. Une évaluation du plan d'exécution réalisée par le Bureau de l'évaluation (OEDE) et un document exposant la stratégie du PAM après la fin de la période triennale de planification seront soumis au Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2007.

ANNEXE

ACTIVITÉS DU PLAN D'EXÉCUTION ET FINANCEMENT POUR LA PÉRIODE 2005–2007 (en dollars)			
Activité	2005	2006	2007 chiffres prévus
Transparence et responsabilisation	892 000	959 000	939 000
Gestion de l'information (dont le site web sur l'évaluation des besoins d'urgence)	AAP; ECHO	AAP, ECHO	AAP; AD*
Suivi des rapports/contrôle qualité de l'évaluation des besoins d'urgence	AAP	AAP	AAP
Évaluations indépendantes/approfondies (Fonds de réserve)	AAP; DFID	AAP; AD	AD
Besoins globaux d'aide alimentaire d'urgence	AAP; DFID	–	–
Informations antérieures à la crise	1 717 000	1 241 200	1 535 300
Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et système de suivi de la sécurité alimentaire ¹	ECHO	AAP; ECHO	ECHO; AD
Liens entre les évaluations des besoins d'urgence, les interventions prévues dans le programme et le suivi	ECHO	–	–
Méthodes et instructions	1 431 000	877 100	864 400
Directives relatives aux missions conjointes d'évaluation HCR/PAM	(Achevées en 2004)	–	AAP
Guide sur l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence (version provisoire- 2005; version finale - 2007)	AAP; DFID	AAP; ECHO	AD
Directives révisées FAO/PAM relatives aux EPDA	AAP	AAP	
Recherche/essai sur le terrain des méthodes de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence	ECHO	AAP; ECHO; ACDI	AAP; AD
Appui aux évaluations multisectorielles (Processus d'appels communs/Cadre d'analyse des besoins; missions conjointes d'évaluation)	AAP	AAP	AAP

¹ Ce tableau exclut i) le financement AAP du personnel de base d'ODAV, ii) un don de 440 000 dollars du Gouvernement belge destiné aux activités complémentaires d'ODAV en 2005–2007, et iii) les fonds apportés par les bureaux de pays/bureaux régionaux.



ACTIVITÉS DU PLAN D'EXÉCUTION ET FINANCEMENT POUR LA PÉRIODE 2005–2007 (en dollars)						
Activité	2005		2006		2007 chiffres prévus	
Renforcement des capacités et partenariats	2 178 000		3 576 100		3 404 400	
Formation à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence	AAP		AAP; ECHO		AAP; AD	
Spécialistes de l'évaluation	ECHO		PSA; ECHO		ECHO; AD	
Perfectionnement des évaluateurs du PAM	Gouvernement allemand		AAP; Gouvernement allemand		AAP, Gouvernement allemand ²	
Formation aux missions conjointes d'évaluation HCR/PAM	AAP		AAP; ECHO		AAP; AD	
Renforcement des capacités nationales d'évaluation des besoins d'urgence	–		Gouvernement danois; TBI		AD	
Gestion/Administration	758 000 AAP; ECHO		636 800 AAP; ECHO		642 900 AAP, ECHO; AD	
Total des fonds reçus³	AAP	1 066 000	AAP	2 031 100	AAP	889 000
	DFID	694 000	ECHO	3 708 000⁴	ECHO	464 000
	ECHO	5 057 000	Gouvernement allemand	421 000	Gouvernement allemand	396 000
	Gouvernement allemand	159 000	Gouvernement danois	157 000	AD	5 367 000
			ACDI	84 000		
			AD	889 100		
TOTAL		6 976 000		7 290 200		7 386 000

*À déterminer

² Le Gouvernement allemand a annoncé son intention de continuer à apporter son soutien financier en 2007.

³ Ces chiffres ne comprennent pas le montant des coûts d'appui indirects de la contribution des donateurs ni les fonds destinés aux administrateurs auxiliaires.

⁴ En raison du cycle de financement, la contribution d'ECHO couvre une petite partie des activités prévues en 2007. Le PAM va soumettre une proposition à ECHO pour obtenir un appui financier supplémentaire en 2007.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CII	Compte d'intervention immédiate
DFID	Ministère britannique du développement international
ECHO	Office humanitaire de la Communauté européenne
EPDA	Mission d'évaluation de la production et de la disponibilité alimentaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OD	Département des opérations
ODA	Division de l'évaluation des besoins, de l'analyse de la vulnérabilité et de la préparation aux situations d'urgence
ODAN	Sous-Division de l'évaluation des besoins d'urgence
ODAV	Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité
OEDE	Bureau de l'évaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance